

Débat sur la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique Tunisie 2022

Restitution par Salah Hannachi

La pandémie COVID-19, en cours depuis deux ans déjà, a rappelé, d'une manière tragique, le caractère irréversible de la globalisation. Elle a aussi éveillé l'opinion générale à la vulnérabilité et à l'interdépendance des affaires internationales. Elle l'a également convaincu de la communauté de destin et de l'impératif de solidarité entre les sociétés humaines.

Il y a presque trente ans, après la chute du Mur de Berlin et l'effondrement de l'ancienne Union Soviétique en 1989, le Japon faisait un appel, reconnaissant ces mêmes défis et plaidant un partenariat global pour le développement de l'Afrique.

L'appel du Japon au développement de l'Afrique procède de la conviction que, avec la globalisation, des écarts excessifs de développement entre les pays représentent une menace grave au système des relations internationales, à la paix et à la stabilité dans le Monde, aussi réelle que la menace à l'unité nationale que représentent les écarts de développement entre les régions au sein d'un même pays.

L'appel procède aussi de la conviction que le développement de l'Afrique, contribue non seulement à l'atténuation de la menace au système des relations internationales, mais aussi à la création dans la chaîne globale de valeur d'un cycle vertueux long et important de croissance internationale, comme ce fut le cas pour le développement des pays de l'ASEAN, dans le Sud Est Asiatique.

Enfin, le partenariat global pour le développement de l'Afrique constitue une étape vers la mise en place d'un jeu positif gagnant-gagnant de développement mutuel, un nouveau MAD, Mutuellement Assured Development, dans les relations internationales, évitant le retour au jeu négatif de l'équilibre de terreur de l'ancien MAD, Mutually Assured Destruction, de la guerre froide du siècle dernier.

Le présent papier développe, à l'occasion de TICAD 8, la huitième édition de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement en Afrique qu'abritera la Tunisie en 2022, les principales conclusions dégagées lors du débat organisé par le Forum Ibn Khaldoun le mardi 4 mai 2021, avec la participation de l'Ambassadeur du Japon en Tunisie.

Ces conclusions se rapportent au contexte géopolitique dans lequel s'inscrit cet important événement, aux stratégies commerciales économiques et sociales mises en œuvre par les grandes puissances ainsi qu'aux défis et opportunités de TICAD 8.

Le papier comportera, par ailleurs, en annexe (à télécharger), l'historique de l'initiative japonaise et un essai d'évaluation de ses caractéristiques et de ses résultats. Il contiendra aussi une note sur les opportunités de coopération triangulaire dans le secteur agricole.

Première Partie : Le contexte international de TICAD 8

I. Pertinence du contexte international

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et le premier TICAD en 1993, le contexte international de TICAD a beaucoup changé et entré dans une phase de transition accélérée. La pandémie COVID-19, et d'autres mutations et défis globaux majeurs, comme le changement climatique, les avancées technologiques, etc., continuent à motoriser aujourd'hui et pour longtemps encore, la transition rapide de ce contexte. La transition touche l'environnement global et régional, les objectifs, et les moyens d'action de TICAD. Elle touche aussi les acteurs membres de la Communauté TICAD mais aussi de nouveaux acteurs intéressés par l'Afrique. La transition concerne enfin des initiatives nouvelles directement ou indirectement pertinentes à TICAD.

L'un des développements les plus importants de l'environnement global de TICAD est la question de la liberté et de l'ouverture des routes maritimes du commerce international et de l'énergie dans ce qui est désigné de plus en plus comme l'Indopacifique. Cet espace de jonction entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique est aussi un corridor sécuritaire important pour la marine des grandes puissances régionales et internationales, pour les USA et la Chine, mais aussi l'Inde.

Un autre élément de l'environnement global de TICAD concerne les priorités de la communauté internationale. Après « l'aide-fatigue » et l'indifférence en 1993, l'intérêt à l'Afrique et à la question d'un développement international durable et partagé a pris une importance majeure, pour toute la communauté internationale.

Les Nations Unies ont adopté un agenda d'objectifs pour le millénaire en 2000 et puis un Agenda 2030 d'Objectifs de Développement Durable en 2013. Dans cet agenda les questions de l'environnement, du changement climatique, de l'énergie et de l'eau, de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'éducation, etc., constituent des thèmes majeurs. En 2015, la COP 21, la 21^{ième} édition de la conférence des parties de la CCNUCC a réussi à faire adopter à Paris un accord historique.

Par cet accord la majorité des pays membres des Nations Unies se sont engagés souverainement à contribuer à la lutte contre le Changement Climatique. Tous les pays africains ont adhéré à l'Accord de Paris de la COP 21 et ont adopté des agendas de contribution souveraine significative à la lutte contre le Changement Climatique. De même, l'UA, l'Union Africaine, a adopté en 2013 un Agenda 2063 de développement, dont une composante énergétique sous la forme d'un plan pour l'énergie, NDEA, Nouvelle Donne de l'Énergie en Afrique, dont la mise en œuvre fut confiée à la Banque Africaine de Développement.

De même, TICAD a créé une communauté d'acteurs qui ont participé à la conférence depuis sa naissance en 1993. Certains membres de cette Communauté TICAD ont vu leurs profils monter sur la scène internationale d'une manière remarquable, comme la Chine, l'Inde, les pays de l'ASEAN, etc. Ces membres ont développé une nouvelle capacité et un nouvel intérêt pour l'APD, pour le partenariat, en particulier pour l'APD et le partenariat avec l'Afrique. D'autres acteurs encore ont vu le jour dont l'intérêt à l'Afrique et par conséquent la pertinence à TICAD sont significatifs. C'est en particulier le cas du Groupement RCEP, Regional Comprehensive Economic Partnership.

Enfin des initiatives importantes ciblant l'Afrique, entre autres, ont vu le jour, comme l'initiative BRI, Ceintures et Routes, de la Chine, comme l'initiative AAGC, « Corridor de Croissance Asie-Afrique » de l'Inde, appelée aussi « Route de la Liberté », ou comme l'initiative « Prosper Africa » des USA.

Comme TICAD, toutes ces initiatives plaident le partenariat pour le développement avec l'Afrique et donnent une grande priorité aux projets d'infrastructure.

II. Défis et opportunités du Contexte international de TICAD 8

A. Défis du contexte international

1. Liberté et Ouverture de l'Indopacifique (FOIP : Free and Open Indo-Pacific)

Lors de sa courte visite du 8-9 décembre 2020, le Ministre des affaires Etrangères du Japon, Toshimitsu Motegi, a informé la partie tunisienne que la question de « la liberté et l'ouverture de l'Indopacifique », « Free and Open Indo Pacific », sera un thème important du Sommet TICAD 8 qui se tiendra en Tunisie en 2022. Il a demandé et obtenu le soutien de la Tunisie sur cette position qui est celle des USA, du Japon, de l'Inde et de l'Australie et qui est l'objet d'une grande polémique entre la Chine et le « Quad » que forment les quatre pays en question.

Cette polémique entre la Chine d'une part et le « Quad » d'autre part, trouve son premier fondement dans la montée économique et technologique spectaculaire de l'Est de l'Asie. Cette montée a augmenté très fortement le trafic maritime de personnes, de biens, d'énergie et d'information entre l'Asie Pacifique, l'Asie du Sud, l'Afrique de l'Est, le Moyen Orient, la Méditerranée et l'Europe. Ce trafic passe par Singapour sur le détroit de Malacca.

L'ASEAN, en particulier, apparaît aujourd'hui, depuis sa titularisation comme un acteur majeur sur la scène géoéconomique mondiale, et de plus en plus sur la scène géopolitique, comme l'interface unissant l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, et non seulement l'Inde et la Chine, ou l'Inde et les « néés », Indonésie, Polynésies, Micronésies, etc. Cet espace n'est plus l'Indochine. C'est aujourd'hui l'Indopacifique.

La polémique a aussi une dimension géostratégique. En effet, cet espace qui inclut la Mer de Chine Méridionale, est aussi l'espace géostratégique pour la marine et les porte-avions des USA et ceux la Chine. La marine de la Chine devient de plus en plus une marine « d'eaux bleues », s'aventurant de plus en plus loin des côtes chinoises. Enfin la polémique se rapporte aussi aux richesses halieutiques de cet espace dont le fonds sous-marin aussi contient d'importantes richesses énergétiques et minières.

Le commerce international et énergétique de la région, et en très premier lieu celui de la Chine, dépend très fortement de l'Indopacifique. La Chine est très consciente de sa vulnérabilité à un éventuel étranglement géoéconomique et géostratégique en cas de conflit avec les USA ou toute autre puissance. C'est en fait la recherche de l'immunité contre cette vulnérabilité et d'alternatives aux routes maritimes de l'indopacifique qui a inspiré le BRI. Le BRI était initialement conçu comme « la Route de l'Acier » ressuscitant le bassin versant des anciennes Routes de la Soie, désenclavant l'hinterland de la Chine et rétablissant l'ancien accès à l'Europe à travers l'Asie Centrale. La solution était rendue possible par le dégel de l'Asie centrale, devenue ouverte et libre après l'implosion de l'Union Soviétique après la fin de la guerre froide, en 1991. Elle était devenue possible aussi grâce aux développements des technologies du transport ferroviaire et routier, de la logistique, de l'information et de la communication.

Ces circonstances et ces développements donnent à la question de la liberté et de l'ouverture du trafic maritime dans cet espace une dimension stratégique. Cependant, alors que le principe de liberté et d'ouverture devrait emporter le consensus de tous les protagonistes, et en premier lieu celui de la Chine qui dépend plus que n'importe quel autre pays de cette ouverture et de cette liberté, la dimension géostratégique brouille le débat. Elle le brouille d'autant plus que d'autres disputes territoriales et politiques se greffent sur la question de la liberté et d'ouverture de

l'Indopacifique, comme les conflits territoriaux sur des îles et des récifs dans la Mer de Chine Méridionale et le conflit entre la Chine et les USA, en particulier sur le statut de Taiwan.

2. Disputes entre les membres de la Communauté TICAD

La même recherche d'immunité contre la vulnérabilité géostratégique est composée par l'intérêt que portent les protagonistes aux richesses marines et sous-marines de la mer de Chine Méridionale. Cet intérêt pousse la Chine à se prévaloir de la proximité géographique, de précédents et d'arguments historiques pour essayer d'incorporer presque toute la Mer de Chine Méridionale dans ses eaux territoriales. Un tracé d'une ligne maritime à neuf tirets, « 9 Dash line », réalisé en 1929 par le Royaume-Uni, et mis à jour par les USA en 1947, essaie de délimiter ces eaux territoriales. La Chine a mis à jour ce tracé en 1992, quand les USA ont abandonné leur base navale dans la Baie de Subic aux Philippines, en la prolongeant vers Taiwan par un dixième tiret et établir ainsi une ligne à 10 tirets, « 10 Dash line ».

Le tracé de cette ligne crée de nombreuses disputes territoriales entre la Chine et plusieurs pays de l'ASEAN, l'Indonésie, le Vietnam, les Philippines et la Malaisie, concernant des îles et des récifs dans la Mer de Chine Méridionale. Elle crée aussi des disputes concernant les richesses halieutiques et sous-marines de la région. De même accuse-t-on la Chine de construire sur les récifs des îles artificielles dans ces eaux pour élargir artificiellement les limites de ses eaux territoriales et donner des bases d'atterrissage et d'appui à son aviation militaire et à sa marine.

3. Conflits entre les USA et la Chine

La Chine et les USA ont participé au Sommet TICAD dès la première édition en 1993. A cette époque il y avait aux USA un consensus général entre l'establishment militaire, les médias et les milieux d'affaires sur le rapprochement entre les deux puissances. Ce consensus était très utile pour surmonter les crises passagères qui survenaient entre les deux pays. Il était aussi utile pour TICAD. Aujourd'hui, il y a un consensus contraire sur les conflits d'intérêts et la rivalité entre les deux pays. Le conflit sur le statut de Taiwan, en apparence sans rapport avec TICAD, est particulièrement préoccupant.

4. Impact sur TICAD

Le conflit sur le statut de Taiwan, ainsi que les autres conflits, sont pertinents à TICAD. Ils peuvent en effet amener le Japon, allié des USA, et les autres pays de la Communauté TICAD à s'aligner sur des positions différentes sur ces questions. Le débat sur ces questions peut être mal maîtrisé et constitue à ce titre une menace au bon déroulement des débats de TICAD 8. Ces conflits constituent aussi, à terme, une menace à la cohésion et à l'unité de la Communauté TICAD et par conséquent une menace au processus et au concept TICAD même.

La cohésion de la Communauté TICAD est essentielle au « Partenariat Global pour le Développement de l'Afrique », au concept, au bon accomplissement de la mission, à la réalisation des objectifs et à l'efficacité de l'action de TICAD.

B. Opportunités du contexte international

1. Accord régional compréhensif de libre échange et de partenariat économique

Le RCEP, Regional Comprehensive Economic Partnership, accord régional compréhensif de libre échange et de partenariat économique, a été signé le 15 novembre, 2020 à Hanoi au Vietnam. Il réunit quinze pays, les dix (10) de l'ASEAN et les cinq (5) principaux de l'Est de l'Asie et du Pacifique Sud, c'est-à-dire la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Avec 2.2 milliards d'habitants, un PIB de plus de 26.2 trillions de dollars, et des puissances industrielles, technologiques et scientifiques, comme la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, etc., le RCEP constitue la plus grande et la plus puissante zone de libre-échange du Monde. Le RCEP avait été proposé lors du Sommet de l'ASEAN à Bali, en Indonésie, en 2011, lancé au Cambodge en 2012, et adopté au Sommet de l'ASEAN à Hanoi au Vietnam le 15 novembre, 2020. L'Accord était ratifié par la Thaïlande le 15 février, par Singapour le 9 avril et par la Chine le 15 avril 2021

Le RCEP, est pertinent à TICAD à plus d'un titre. Sa position juste en face de l'Afrique, au large de l'Indopacifique, représente le potentiel d'un arc de puissants courants d'échanges commerciaux, économiques, technologiques et d'information vers l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient, et l'Europe à travers l'Indopacifique et autour de la Corne de l'Afrique, le Cap de Bonne Espérance et tout le long des côtes et des ports atlantiques de l'Afrique. Le RCEP sera ainsi une source de commerce, d'investissement et de transfert technologique qui contribueront à l'insertion de l'Afrique dans la Chaîne Globale de Valeurs Economiques (CGVE) et la Chaîne Globale Recherche Innovation Technologies et de Savoirs (CGRITS) et à la dynamique du partenariat global pour le développement de l'Afrique. Le RCEP, dont plusieurs membres sont aussi des membres de la Communauté TICAD, représentera ainsi un acteur majeur du processus de développement de l'Afrique et contribuera fortement à la réalisation de la mission, des objectifs et de l'agenda d'action de TICAD.

De même, la conclusion de l'accord RCEP malgré les nombreux conflits territoriaux ouverts qui existent au sein du groupement, témoigne-t-elle d'une capacité étonnante et rassurante du groupement à surmonter ses conflits internes. La rapidité avec laquelle la Thaïlande, Singapour et la Chine ont ratifié l'accord, moins de quatre mois après son adoption, témoigne aussi de l'importance que la Chine, ces pays et d'autres pays accordent au RCEP.

Enfin, l'Indonésie, la Malaisie et les autres pays de l'ASEAN constituent en fait l'interface Océan Indien- Océan Pacifique, c'est-à-dire l'Indopacifique. L'appartenance de la Chine et de l'ASEAN au RCEP, atténue la menace de conflit au sujet de la question « FOIP », « Pour un Indopacifique Libre et Ouvert », devenue une question interne au RCEP qui saura la traiter avec flexibilité et réalisme comme il a su le faire pour les autres conflits.

2. L'initiative BRI, le transport terrestre et ses corollaires pour l'Afrique

En 2013, la Chine annonçait à Astana, capitale du Kazakhstan, le lancement d'un programme ambitieux BRI, Belt and Road Initiative (Initiative Ceintures et Routes), de réalisation d'infrastructures de transport terrestre, routier et ferroviaire, et maritime, inspiré des anciennes Routes de la Soie, reliant la Chine côtière à l'hinterland du pays et à l'Asie centrale.

Cette stratégie est en concordance avec les objectifs nationaux de la Chine de désenclavement de l'hinterland du pays. Elle est aussi en concordance avec les conclusions et les recommandations du rapport de l'Institut de la Banque Asiatique de Développement sur la crise financière asiatique de 1998. En effet, ce rapport recommandait de créer un marché Panasiatique pour réduire la dépendance des économies asiatiques des marchés hors-Asie, en particulier du marché américain. Le rapport recommandait aussi de développer une infrastructure fluide, pour une connectivité forte et fluide et une « Asie sans Sutures », « Seamless Asia », intégrant les pays asiatiques. Ce programme

ambitieux de connectivité, d'élargissement et de diversification de marchés, d'intégration d'économies, initialement focalisé sur l'Asie Centrale, est vite globalisé et étendu à l'Europe et à l'Afrique, créant le potentiel d'un espace économique **Asie-Europe-Afrique**. Plus tard encore le BRI est étendu et ouvert à tous les pays, même aux Amériques.

La Chine a aussi créé l'AIIB, la Banque Asiatique de l'Investissement dans l'Infrastructure. Plus de cent pays ont adhéré à la AIIB, dont des pays en développement de l'Afrique. Les principaux pays industrialisés ont adhéré, malgré le veto américain. Le Royaume-Uni, très proche allié des USA, était parmi les premiers pays à adhérer.

L'Afrique a tout de suite occupé une place centrale dans l'initiative BRI qui a mis son action en Afrique dans le contexte d'une vision aussi bien nationale, régionale, continentale que globale, Asie-Afrique-Moyen Orient-Europe, agissant aussi bien sur le plan bilatéral et régional que sur le plan multilatéral. En janvier 2015, la Chine signe avec l'Union Africaine un MOU pour le développement d'infrastructures nécessaires aussi bien à la mobilité des personnes, qu'à la circulation des biens, qu'à la mobilisation des ressources minières et naturelles de l'Afrique. BRI a mobilisé de très importantes ressources financières auxquelles ont participé la AIIB, l'EximBank de la Chine et d'autres banques chinoises. BRI a déjà réalisé d'importants projets d'infrastructure de transport terrestre, ferroviaire, routière que portuaire, en l'Afrique de l'Est, en Egypte, mais aussi en l'Afrique de l'Ouest, tels que le port de Douala du Cameroun.

3. Corollaire pour TICAD

BRI en Afrique offre au TICAD des opportunités majeures de synergie. La capitalisation de la synergie potentielle entre BRI et TICAD aiderait à dépasser le caractère massif du Continent que Hegel considérait comme un obstacle majeur à l'éclosion et à l'épanouissement de grandes civilisations en Afrique. Hegel n'a pas tout à fait raison. La civilisation égyptienne, africaine, est une des plus anciennes et des plus grandes civilisations de l'Humanité. Mais Hegel n'avait pas tout à fait tort non plus. L'Egypte est un don du Nil, comme le dit Hérodote. BRI et TICAD et les autres initiatives coordonnées donneront un bassin versant de chemins de fer et d'autoroutes, c'est-à-dire le Nil qui a manqué aux autres grandes régions massives de l'Afrique.

Mais ce don d'acier de la science et de la technologie pose, pour se réaliser, l'impératif de la coordination entre les initiatives et les membres de la Communauté TICAD. Le mécanisme de coordination doit opérer à un niveau suffisamment élevé aussi bien pour les pays africains, que le TICAD, BRI, FOCAC, AAGC, Prosper Africa, que pour les promoteurs de ces initiatives. Il y a lieu de signaler à cet effet que sous la pression du secteur privé japonais, le Japon a commencé à participer au sommet du BRI à un haut niveau, comme celui du Secrétaire Général du parti au pouvoir, le LDP, parti de l'ancien Premier Ministre et de l'actuel Premier Ministre du Japon.

Deuxième Partie : La Ruée vers l'Afrique

L'Afrique, qui était victime de « l'aide- fatigue » des donateurs d'APD, est aujourd'hui courtisée par tous les acteurs majeurs sur la scène géopolitique et géoéconomique internationale. Les forces expliquant cet intérêt varient d'un acteur à l'autre.

Elles sont pour certains acteurs essentiellement sécuritaires, pour d'autres économiques et commerciales et pour d'autres encore géopolitiques. Les motivations évoluent dans le temps. Le motif sécuritaire, dominant il y a quelques années, fait de plus en plus place au motif économique et géostratégique.

I. Les motivations de la ruée vers l'Afrique

A. Le motif sécuritaire

La pauvreté, la pression démographique, le chômage, le changement climatique, les conflits, etc., et le différentiel de niveau de développement créent un gradient très fort d'émigration illégale, de trafic de drogues et de terrorisme. Il constitue un défi sécuritaire redoutable pour l'Europe méridionale, pour l'Europe et pour toute la communauté internationale.

B. La motivation économique

1. Les ressources

L'Afrique est un grand fournisseur de matières premières comme le bois, de ressources naturelles et minières, de main d'œuvre, d'espace, de terres agricoles et de ressources en eau (virtuelle) pour le défi malthusien de la sécurité alimentaire.

Récemment, l'Afrique est devenue aussi un fournisseur important d'énergie fossile. La croissance démographique, l'amélioration des niveaux de vie dans le Monde, et l'entrée d'acteurs massifs, comme la Chine et l'Inde, dans la chaîne globale de production industrielle créent une demande explosive pour ces ressources. Cette demande s'ajoute à la demande existante et crée une ruée vers l'Afrique dans la compétition vive pour ces ressources limitées. Elle crée une situation de pression sévère sur de ressources et sur l'environnement.

2. Le marché africain : le croisement de la démographie et de la croissance économique

La population de l'Afrique en 1950 s'élevait à 230 millions d'habitants pour une population européenne de 550 millions. En 2015, elle s'élève à 1 186 millions d'habitants contre 505 millions pour l'Europe. Et il est attendu qu'elle atteigne 2 478 millions d'habitants en 2050, c'est-à-dire dans trente ans seulement, contre 500 millions pour l'Europe

Le pouvoir d'achat de l'Afrique créé par les revenus provenant de l'énergie se compose avec le pouvoir d'achat créé par la croissance économique engendrée par des activités manufacturières et agricoles. Ce pouvoir d'achat augmenté se croise avec la démographie pour créer un marché à potentiel important et faire de l'Afrique la frontière du développement du 21^{ème} siècle, aussi bien pour les biens et services de consommation que pour les biens publics d'infrastructure et les équipements collectifs de service.

3. L'investissement direct

Cette population offrira un marché mais aussi un réservoir de main-d'œuvre immense. Les secteurs qui deviennent non-compétitifs dans les pays de l'ASEAN et le RCEP peuvent migrer vers l'Afrique, comme dans le modèle de Vol d'Oies Sauvages pratiqué avec un succès spectaculaire par le Japon avec les pays de l'ASEAN et du RCEP.

4. Les besoins en infrastructure

La demande et le pouvoir d'achat des ménages pour les biens et les services de consommation sont augmentés par la demande et le pouvoir d'achat des Etats pour l'infrastructure et les biens d'équipements économiques et sociaux, hard et soft. Ils sont aussi augmentés par la demande d'infrastructure pour accueillir l'investissement direct.

5. Les compétences d'innovation

Le déséquilibre structurel croissant entre la demande pour les ressources naturelles et minières et la dotation limitée de l'Afrique et de la planète Terre en ces ressources produit un changement de paradigme de développement.

On migre de plus en plus des paradigmes de développement basés sur la dotation en, ou l'accès aux, ressources vers des paradigmes de développement basés sur l'innovation et la technologie. On assiste ainsi à l'émergence de pratiques d'innovation-ouverte, à l'outsourcing, au crowdsourcing de l'innovation, etc.

Ce changement de paradigme donne une nouvelle valeur au capital largement sous-utilisé en Afrique de compétences de recherche et d'innovation. Avec les technologies de communication, de travail et de recherche à distance, ce potentiel humain acquiert une valeur importante et ajoute à la nouvelle attractivité de, et à la ruée vers, l'Afrique.

C. La motivation géostratégique

La guerre de 1973 avait bloqué le Canal de Suez pendant quelques temps. Les incertitudes sur la stabilité et la sécurité au Moyen Orient ont réorienté durablement le trafic maritime commercial et énergétique du Canal vers les anciennes routes de Vasco de Gama autour du Cap de Bonne Espérance et le long des côtes atlantiques de l'Afrique. Les Tankers pétroliers et les autres navires ont été redimensionnés pour rentabiliser le plus long parcours d'un trafic plus intense et plus volumineux. Ce nouveau contexte a donné une nouvelle vie et une nouvelle dynamique économique aux ports et à l'arrière-pays de ces côtes. La côte atlantique de l'Afrique devient une façade économique et stratégique pour le Mercosur et NAFTA dans tout l'hémisphère occidental et pour toutes les Amériques, Sud, Centre et Nord, ainsi que pour L'Europe Occidentale.

Il en est de même du littoral indien de l'Afrique de l'Est. La naissance du RCEP relié à l'Afrique de l'Est par l'Indopacifique, au Moyen Orient et à la Méditerranée orientale et l'Europe par la Corne de l'Afrique, la Mer Rouge et le Canal de Suez, consolide la position géostratégique et la connectivité de l'Afrique. Plusieurs grandes puissances ont aujourd'hui une présence militaire à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, plateforme de déploiement de puissance sécuritaire. Les projets de BRI, Belt and Road Initiative, de la Chine dans la région, dédouble le trafic maritime de commerce, d'énergie, d'information et d'investissement. La Chine commence à avoir une présence industrielle importante en Ethiopie et dans le reste de la région. Le caractère stratégique de la zone est démultiplié par le passage du câble de fibre optique SEA-ME-WE, de Singapour à Marseille, passant par Djibouti, Alexandrie, et Bizerte.

L'Afrique se trouve ainsi au cœur d'un triangle stratégique de sécurité et de prospérité et d'un arc de de mouvements sécuritaires stratégiques et de flux puissants de commerce, d'investissement, de technologie et d'information.

II. Le poids de l'Afrique dans le néo-multilatéralisme

Aujourd'hui on assiste à des appels répétés et insistants au retour au multilatéralisme onusien par certains pays, comme la Chine. De même, assiste-t-on à une prolifération de groupements et de mécanismes pseudo-, para-, ou extra- onusiens de gouvernance régionale et globale et que certains acteurs majeurs rejettent.

Le besoin d'une gouvernance globale, l'impossibilité d'assurer cette gouvernance globale par le leadership hégémonique d'une seule puissance unipolaire comme ce fut le cas depuis 1991, et l'impossibilité d'assurer cette gouvernance globale par un jeu d'équilibre de puissance comme ce fut le cas au siècle dernier, laisse le multilatéralisme comme seul recours probable. Ce nouveau contexte renforce le poids de l'Afrique dans les affaires internationales. Le groupe Africain qui a la réputation et les traditions d'un groupe solidaire dans ses positions au sein des Nations Unies et dans les instances de décision onusiennes et multilatérales doit veiller à conserver cette cohésion et cette unité pour servir l'intérêt du Continent.

III. Triangulation stratégique : L'Afrique au centre d'un nouvel Arc de Prospérité

La signature le 15 novembre 2020 de l'accord RCEP crée un espace et un grand foyer exceptionnel de dynamisme économique, industriel et commercial, et d'excellence technologique.

Lié à l'Afrique par l'Indopacifique, il constituera un moteur majeur de commerce, d'investissement et de transfert de technologie pour cette région et pour toute l'Afrique, en augmentant fortement le trafic maritime autour du Continent.

Il en est de même pour la renaissance de la Méditerranée par la dynamique industrielle et technologique en Europe au Nord du Continent et énergétiques dans le bassin occidental, par le projet BRI de routes de la soie de la Chine, et enfin par l'autoroute de l'information et de communication que représente le câble de fibre, SEA-ME-WE, de Singapour, par Djibouti, Alexandrie, Bizerte et Marseille.

Il en est enfin de même à l'Ouest pour l'espace Nord, Centre et Sud-Américain, liés à l'Afrique par des échanges humains et commerciaux historiques, de l'Inde et du RCEP à l'Est au large de l'Indopacifique, de l'Europe au Nord de la Méditerranée, de NAFTA et du Mercosur à l'Ouest au large des côtes atlantiques de l'Afrique et du Pacifique Sud au large des côtes de l'Afrique Australe.

Ces mutations et les flux qui les accompagnent créent une importante dynamique de mouvements géostratégiques, de courants de logistique, de trafic énergétique et de commerce maritime, de flux d'information, etc., autour du Continent africain. Elles mettent l'Afrique au centre d'un grand arc de sécurité et d'un triangle d'opportunités et de prospérité.

Elles rendent possible une triangulation stratégique semblable à la triangulation Japon-SEA- Reste du Monde, Japon-Mexique-USA, Japon-Europe de l'Est-UE, etc., que des entreprises comme Yazaki ont réalisée et qui était une triangulation win-win-win pour les trois parties concernées.

TICAD 8 sera l'occasion d'explorer, d'approfondir et de valoriser les opportunités de triangulation gagnant-gagnant-gagnant semblables, RCEP-Afrique-EU, NAFTA-Afrique-EU et plus généralement, Asie-Afrique-Europe, Amérique-Afrique-Europe, et même Amérique-Afrique-Asie, ouvertes par le nouveau contexte international et régional et par la nouvelle attractivité de l'Afrique.

IV. La Coopération triangulaire : une stratégie de mise en œuvre

La présence sur le terrain en Afrique des bureaux d'études japonais et des PME japonaises de génie civil et industriel est faible. Sur les onze premiers bureaux d'études présents dans le Monde, au

Moyen Orient, et en Afrique, le Japon est classé 9^{ième}, 10^{ième} ou 11^{ième}, respectivement, loin derrière les USA, la Chine, l’Australie, le Royaume-Uni, etc. Une meilleure présence est essentielle à la bonne participation des entreprises japonaises aux appels d’offre, à la reconnaissance des besoins, à la bonne conception et à la bonne réalisation des projets d’infrastructure. La coopération triangulaire avec des bureaux d’études locaux et des entreprises locales de génie civil et industriel améliore sensiblement la compétitivité de la présence japonaise des bureaux d’études et des PME japonais sur le terrain. Elle garantit le transfert de know-how et la création d’emplois. Elle garantit la bonne gestion post réalisation de l’infrastructure sur le cycle de vie projet. Elle est en ligne directe avec le deuxième principe de **Partenariat** de TICAD. Elle est en ligne avec l’objectif **d’internationalisation des activités des PME** japonaises. Elle est aussi en ligne avec le concept de « **Infrastructure de Qualité** » et le concept de « **Made with Japan** » adoptés à TICAD 6 en 2016 à Nairobi au Kenya et à TICAD 7 en 2019 à Tokyo.

La nouvelle approche « Made With Japan » est aussi en ligne avec les principes fondamentaux de Ownership et Partnership de TICAD. Mieux encore, elle aidera à réaliser l’objectif de différenciation du processus des autres initiatives pro-Afrique.

Enfin, la présence de la JICA sur le terrain dans la plupart des pays africains donnera un avantage stratégique à la mise en œuvre de la nouvelle orientation « Made With Japan ».

Troisième partie : TICAD 8- Tunisie

I. Rappel de la qualité des relations entre la Tunisie et le Japon.

A. Niveau de participation dans les TICADs

La Tunisie a participé à toutes les éditions TICAD. Cependant, à la différence de la très grande majorité des autres pays africain, la participation n’était pas toujours au plus haut niveau comme le montre la table ci-dessous (Table 2).

Table 2 - Tunisian delegations participating in TICAD conferences.

1993	TICAD 1	Tokyo	Salah Hannachi, Deputy Minister for International Cooperation and Foreign Investment, Ambassador of Tunisia to Japan (10/1997- 10/ 2007)
1998	TICAD 2	Tokyo	Fethi Merdassi, Deputy Minister for International Cooperation and Foreign Investment,
2003	TICAD 3	Tokyo	PM Mohamed Ghannouchi and Nouri Jouini, Minister of Development and International Cooperation
2008	TICAD 4	Tokyo	PM Mohamed Ghannouchi and Nouri Jouini, Minister of Development and International Cooperation
2013	TICAD 5	Tokyo	President Moncef Marzouki and Othman Jirandi, Minister of Foreign Affairs
2016	TICAD 6	Nairobi	Kamel Akrouf, Special Representative of President Beji Caid Essebsi
2019	TICAD 7	Yokohama	Khemaies Jhinaoui minister of Foreign Affairs and Slim Khalbous Minister of Higher Education

B. Présence économique du Japon en Tunisie

Actuellement, le nombre d'entreprises japonaises en Afrique s'élève à 800 dont 22 entreprises, c'est-à-dire 3% du total, en Tunisie (figure 7). Ces entreprises emploient 15000 personnes (statistiques de mai 2020). Elles sont actives essentiellement dans le secteur des composants automobiles (faisceaux électriques, airbags, etc...).

Par ailleurs la Tunisie a bénéficié du financement japonais concessionnel, APD, de plusieurs projets importants d'infrastructure. On peut citer comme exemples le pont de Radès à la Goulette pour \$76mio, la Centrale électrique à Radès de \$346mio, la station de dessalement de Sfax de \$333mio, et l'équipement des centres de recherche du Parc Technologique de Borj Cédria pour \$100mio.

Cependant, la présence économique japonaise, supérieure à la présence économique chinoise, reste bien en de ça de la présence européenne représentée par l'investissement direct étranger de plus de 4000 entreprises réalisant un volume d'affaires de \$12milliards par an.

La Tunisie accueillera en 2022 TICAD 8, la huitième édition de la conférence et sera ainsi le deuxième pays africain après le Kenya à accueillir TICAD. TICAD 8 en Tunisie devrait être l'occasion pour la Tunisie de valoriser sa géographie, son histoire, son capital diplomatique et son potentiel scientifique et technologique pour promouvoir une triangulation économique et technologique et réaliser ainsi une présence économique, technologique et scientifique du Japon et des autres pays TICAD nettement supérieure.

C. Contribution passée de la Tunisie à TICAD

La Tunisie a toujours contribué activement aux débats et a fait des propositions au concept et à l'agenda d'actions de TICAD dont certaines ont été retenues.

La Tunisie par exemple a préconisé à TICAD 1 en 1993 la coopération triangulaire pour augmenter la capacité d'offre, améliorer l'efficacité et assurer le transfert de know-how comme le recommande le principe de TICAD de partenariat. De même a-t-elle plaidé pour l'association du secteur associatif et a organisé à cet effet une conférence préparatoire à Gammarth en juillet 1998 pour TICAD 2 en décembre. Elle a été invitée à participer à une conférence sur le thème de la coopération triangulaire organisée à Okinawa en 1999 et à beaucoup d'autres actions de coopération triangulaire avec l'Agence Tunisienne de Coopération Technique.

De même a-t-elle plaidé pour l'organisation d'un forum d'affaires Africa-Asia Business Forum et pour la création d'un corps de volontaires TICAD.

Enfin tout au long de son action diplomatique et en coordination avec le Corps diplomatique Africain, la Tunisie a plaidé pour la pleine inclusion de la coopération académique, scientifique et technologique dans l'action et le processus TICAD et son éligibilité au financement concessionnel de l'APD. TICAD 8 pourrait être le TICAD de l'APD, de l'Ownership et du Partenariat du savoir.

D. Borj Cedria, un point tournant de l'APD du savoir

Le parc Borj Cédria a été le projet prototype d'une nouvelle génération d'Aide Publique au Développement (APD) avec le Japon, l'APD du savoir. Il a accueilli les premiers projets **Science And Technology Research, Partnership for Sustainable Development (SATREPS)** et accumulé une bonne expérience dans l'organisation d'événements scientifiques tels que TJASSST, Tunisia-Japan

Symposium on Society, Science and Technology, et dans la recherche en partenariat avec ARENA de l'Université de Tsukuba au Japon.

Les projets **SATREPS** constituent une caractéristique unique à la coopération internationale japonaise. Le programme SATREPS lancé en 2008, a amorcé un partenariat pionnier dans la technologie et le savoir. Les projets SATREPS en Afrique sont aujourd'hui nombreux et diversifiés. Ils méritent d'être mieux connus pour échanger les bonnes pratiques et servir de mécanisme à la meilleure inclusion de l'Afrique dans la dynamique de l'innovation de la Chaîne Globale Recherches Innovation Technologies et Savoirs.

Table 3. **Distribution of SATREPS projects around the world source website SATREPS**

Région	Numbers of Countries	Numbers of Projects
Asia	10 countries	31 Projects
Latin America/Caribbean	6 countries	9 Projects
Africa	15 countries	18 Projects
Other	2 countries	2 Projects

Le parc technologique de Borj Cédria, en Tunisie, a accueilli les premiers projets SATREPS en biotechnologie, en partenariat avec l'université de Tsukuba au Japon. Les projets SATREPS ont abouti à plusieurs résultats, en particulier dans la recherche sur l'huile d'olive, que la Tunisie et le Japon ont enregistrés en brevets commun, pour la première fois pour la Tunisie avec un autre pays.

La migration de modèles de développement et de compétitivité s'appuyant sur la dotation en ressources vers des modèles s'appuyant sur l'innovation, l'émergence de pratiques de partage international de la R&D, d'innovation ouverte, de out-sourcing, crowd-sourcing de l'innovation, ouvrent des opportunités importantes à l'Afrique. Ils annoncent l'émergence d'une Chaîne Globale de Recherche, d'Innovation de Technologie et de Savoir, CGRITS, en parallèle de la CGVE, la Chaîne Globale de Valeurs Economiques.

Ces pratiques dans l'innovation et la CGRITS, comme dans le partage international de la production industrielle dans la CGVE, sont rendues impératives par la globalisation et la compétition. Elles sont, désormais, possibles par les technologies de l'information et de communication. Cette mutation donne une valeur nouvelle, stratégique dans quelques secteurs, aux capacités et aux compétences humaines sous-utilisées de recherche et d'innovation en Afrique.

TICAD 8 en Tunisie pourrait plaider pour l'insertion de l'Afrique dans la CGRITS émergente. Il serait l'occasion de lancer des événements et des institutions au niveau de l'Afrique, semblable à Tunisia Japan Symposium Society Science and Technology (TJASSS) et à Alliance Research North Africa (ARENA)

De même TICAD 8 pourrait-il étendre le concept « Made With Japan » de TICAD 6 au domaine scientifique et promouvoir un Partenariat dans la Science et la Technologie, « PIST », et un événement Africa Japan Symposium on Society, Science and Technology et une association JASTA, Japan-Africa Science and Technology Association, de promotion de PIST

Borj Cédria, avec les partenaires tunisiens et Africains, pourrait contribuer à l'organisation de AFJASSST et à accueillir les activités de JASTA.

II. Objectifs, concepts, principes et agenda d'action possible pour TICAD

A. Objectifs, concepts et principes du processus TICAD :

1. Développement soft

La dimension soft et culturelle du développement est aujourd'hui reconnue comme une dimension essentielle du développement durable. Le développement soft consolide les objectifs de TICAD de développement économique, de développement social et de développement sécuritaire. De même est-il essentiel à la construction de liens durables et de comportements constructifs entre les acteurs, la jeunesse et les populations de base des pays membres, aujourd'hui nombreux et divers, de la « Communauté TICAD ».

2. Insertion dans la CGVE (Chaîne Globale de Valeurs Economiques)

TICAD 8 pourrait plaider de privilégier et de capitaliser le potentiel humain et la position de l'Afrique comme une plateforme d'investissements directs au centre de l'arc géo-économique Atlantique-Méditerranée-Indopacifique pour mieux insérer l'Afrique dans la CGVE.

3. Insertion dans la CGRITS (Chaîne Globale de Recherche, d'Innovation, de Technologie et de Savoir)

TICAD 8 pourrait plaider de consolider l'insertion de l'Afrique dans la CGRITS émergente de l'innovation, devenue un impératif aussi bien économique privé, qu'écologique, que social.

4. Communauté TICAD

L'expérience de participation de plusieurs pays partenaires depuis 1993 à 7 éditions de la Conférence TICAD et à plusieurs réunions intercalaires, à la mise en œuvre des recommandations et des agendas d'action de TICAD, sur plus de 20 ans, constitue un capital précieux. Elle crée un esprit communautaire qui peut être capitalisé et mis à contribution pour le meilleur accomplissement de la mission et des objectifs de TICAD. Le sentiment communautaire sera renforcé par le meilleur engagement de la jeunesse et des populations de base, 'grass root', des pays participants.

5. Principe de Solidarité

La pandémie COVID-19 a éveillé la communauté internationale à la réalité et à l'impératif de solidarité humaine. Le principe de Solidarité constituerait un troisième pilier consolidant les deux piliers de l'Ownership et du Partnership. Il renverrait au concept de « Sécurité Humaine » proposé par le Japon aux Nations Unies en 1999 et à la Résolution des NU 56/207 de la 57^{ème} AGNU en 2001 faisant suite à la proposition par la Tunisie de création d'un Fonds Mondial de Solidarité. Il participerait à la construction et au développement d'un esprit et d'une identité communautaire entre les membres de « la Communauté TICAD ».

6. Différentiation

Depuis 1993, le statut, les intérêts et les objectifs des membres de la Communauté TICAD ont évolué et se sont différenciés. Il y a aujourd'hui un grand nombre de rencontres de très haut niveau qui toutes plaident pour une mission et des objectifs proches de ceux de TICAD. Cette multiplicité d'initiatives crée un impératif de différenciation de fond et de forme de TICAD. SATREPS est un instrument puissant d'opérationnalisation des principes d'Ownership, de Partnership et de différenciation de TICAD par rapport à toutes les autres initiatives pro-Afrique.

7. Coordination

La multiplicité d'initiatives crée des possibilités de synergie et de complémentarité. Elle crée aussi des risques de redondance et de divergence qui peuvent désorienter les pays africains. TICAD pourrait prendre le leadership pour appeler à un effort de coordination. La présence du PNUD comme co-organisateur de TICAD peut faciliter la mise en place d'un tel effort, voire d'un mécanisme de coordination entre toutes ces initiatives. L'appel fera valoir l'objectif déclaré et partagé de promotion du développement de l'Afrique et l'esprit de communauté de partenariat de l'Afrique pour aider à optimiser les synergies, les complémentarités et les incohérences.

B. Instruments intervention dans les programmes engagés

1. TICAD Games

L'introduction d'un événement TICAD Games, à l'image des Commonwealth Games accompagnant les sommets du Commonwealth peut contribuer à répondre à l'objectif de l'introduction d'une dimension soft culturelle dans le développement. TICAD Games peut être un instrument important de la construction de l'esprit et de l'identité communautaire de la Communauté TICAD. TICAD Games peut aussi contribuer effectivement à l'objectif de différenciation de TICAD des autres initiatives pro-Afrique.

Les TICAD Games doivent tenir compte des spécificités de TICAD. Ils doivent avoir une dimension sportive, culturelle et créative, orientée vers la Jeunesse et les populations de base (Grass Roots) de la « Communauté TICAD ». Les TICAD Games contribuent à la construction de l'esprit communautaire.

2. Fonds TICAD de Solidarité et de Sécurité Humaine

Le principe de Solidarité Humaine peut être rendu opérationnel par la création d'un « Fonds TICAD de Solidarité et de Sécurité Humaine ».

Les membres de la Communauté TICAD, mais aussi d'autres acteurs, d'autres membres souverains, institutionnels multilatéraux ou régionaux peuvent participer à la dotation, à la gouvernance et la gestion du fonds.

C. Agenda des projets dans le cadre du TICAD

1. Seamless Africa: Transport et Communication

L'exemple de l'Asie Centrale montre la voie pour la réalisation progressive des nombreux axes routiers transafricains pour une Afrique sans sutures et connectée du Cap au Cap, du Cap Blanc à l'extrême Nord du Continent en Tunisie au Cap de Bonne espérance en Afrique du Sud et d'Ouest à l'Est, Dakar-Djibouti.

2. Communication & information (TIC)

La pandémie COVID-19 en cours a aidé à surmonter les dernières hésitations en ce qui concerne le travail, l'éducation, la recherche, la consultation médicale, etc., à distance. Une infrastructure forte nationale, régionale et continentale de télécommunication permet d'élargir et d'améliorer les services de l'éducation et de la santé. De même élargit-elle les horizons à une industrie d'applications déjà importante, dans tous les domaines, l'éducation, la santé, etc.

Le câble de fibre optique reliant Singapour à L'Europe passe par Bizerte qui dispose d'infrastructures susceptibles d'abriter de grands centres de données.

3. Energie, Eau et Agriculture

L'agenda TICAD peut être différencié des agendas des autres initiatives pro-Afrique en l'alignant mieux et plus avec les priorités africaines telles qu'exprimées dans NDEA. Il peut être mieux et plus différencié en faisant pleinement agir le principe « Made With Japan » adopté à Nairobi, Kenya, en 2016 à l'occasion de TICAD 6 et réitéré en 2019 à l'occasion de TICAD 7 au Japon, en réalisant les projets d'infrastructure énergétique en partenariat avec des entreprises de pays africains

La Tunisie, avec STEG international et l'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie, et d'autres pays africains ont des capacités dans ce secteur qui leur permettent d'être les partenaires des entreprises japonaises pour la mise en œuvre du concept « Made With Japan ».

Il en est de même de l'infrastructure pour l'eau. L'eau est un bien social et économique. Une infrastructure de qualité de mobilisation, de transport et de distribution de l'eau est aussi importante au développement que l'infrastructure pour l'énergie.

L'Afrique dispose de grandes ressources agricoles en eau et en sol et même en compétences humaines en jachère. L'Agriculture et la sécurité alimentaire, comme le montre la note en annexe, sont un domaine de très grande opportunité pour TICAD et pour TICAD 8 et pour la coopération technique triangulaire.

4. Education et Santé

L'éducation et la santé sont des fondamentaux du développement. Le défi d'infrastructure a été longtemps un obstacle majeur. L'émergence de la formation et de la santé à distance est une grande opportunité pour relever le défi d'une manière optimale. D'où l'importance d'une infrastructure de communication, de promotion de l'alphabétisation digitale, de coding et de promotion d'une industrie d'utilitaires et d'applications de l'éducation et de la santé.

5. Borj Cédria, plateforme africaine GRITS

TICAD 8 est l'occasion d'élargir le partenariat scientifique et technologique entre le Japon et la Tunisie à l'Afrique, en l'améliorant et en le mettant à jour. TICAD 8 sera par exemple l'occasion d'organiser AFJASSST, Africa-Japan Symposium on Society, Science and Technology. Ce sera aussi l'occasion de créer une association, JASTA, Japan Africa Science and Technology Association qui aura une mission semblable à celle de ARENA, mais au niveau de l'Afrique. Ce sera aussi l'occasion de lier ensemble les projets SATREPS en Afrique qui sont aujourd'hui nombreux et diversifiés.

III. Stratégies de mise en œuvre

A. « Made with Japan », coopération triangulaire

La nouvelle approche « Made With Japan » est en ligne avec les principes fondamentaux de Ownership et Partnership de TICAD. Elle aidera à promouvoir la coopération triangulaire technique avec les institutions africaines publiques. Elle aidera aussi à promouvoir le partenariat entre les acteurs du secteur privé. Également important, elle aidera à réaliser l'objectif de différenciation du processus des autres initiatives pro-Afrique.

La présence de bureaux de la JICA donne un avantage stratégique au Japon et aux entreprises japonaises pour étendre le concept « Made With Japan » à la coopération technique et au partenariat industriel triangulaires proposés pour le secteur de l'énergie aux secteurs de l'eau, l'agriculture et la santé.

B. Triangulation stratégique

TICAD 8 doit promouvoir la nouvelle position de l'Afrique au centre d'un arc de prospérité, de dynamisme économique et d'excellence technologique. TICAD 8 doit privilégier les projets mettant à contribution cette position de l'Afrique par des triangulations entre ces espaces et l'Afrique. Des actions de triangulation ont été réalisées dans les pays ayant des façades maritimes, surtout en Afrique du Nord avec l'Europe et en Afrique Orientale. Le développement d'une infrastructure « Seamless Africa » (Afrique sans sutures) de transport et de communication permettra de viabiliser et de désenclaver la masse continentale et d'étendre la Triangulation aux autres pays de l'Afrique.

IV. Capitalisation de TICAD 8 pour la Tunisie

A. Important événement pour la Tunisie

La réunion de la Conférence TICAD 8 en 2022 en Tunisie est un grand événement pour le pays. Elle aura lieu à un moment où la Tunisie vit une transition nationale fondamentale politique, économique, sociale et culturelle compliquée par la pandémie COVID-19 et les mutations importantes dans le contexte régional et international. Les défis de la transition que la Tunisie a su affronter et relever et continue de affronter se sont avérés comme un test de la résilience et de la stabilité du pays.

Au TICAD 8, la Tunisie contribue un excellent capital diplomatique international avec tous les pays, en particulier avec les pays de la Communauté TICAD et avec l’Afrique. De même jouit-elle d’une excellente image de « citoyenneté africaine » responsable aux Nations Unies, dans l’Union Africaine et dans toutes les instances internationales, dans les débats et dans l’action sur le terrain.

Elle a participé aux opérations de maintien de la paix au Congo dans les années 60, juste après son indépendance en 1956. Elle a été sollicitée pour des missions de bons offices entre des pays de l’Afrique comme la mission récente entre les pays de l’Afrique de l’Est, mission qu’elle a remplie à la satisfaction de toutes les parties. Plus récemment, elle a accueilli la Banque Africaine de Développement jusqu’au moment où la Banque était prête à retourner à son siège, dans la Côte d’Ivoire.

De même a-t-elle participé et contribué activement au processus TICAD, lors des sommets et entre les sommets. L’Ambassade de Tunisie à Tokyo a par exemple capitalisé le Décanat du Corps Diplomatique Africain qu’elle a assumé de 2003 à 2007 pour mener une action de diplomatie collective et plaider que le Corps diplomatique africain à Tokyo soit étroitement associé aux travaux préparatoires, qui jusqu’à là se faisaient pour l’essentiel à New York, avec le PNUD et la Global Coalition for Africa.

De même a-t-elle œuvré avec le Corps Diplomatique Africain pour l’inclusion des projets de recherche, de science et de technologie dans la coopération bilatérale multilatérale. Elle a également œuvré pour l’éligibilité de ces projets au financement concessionnel de l’Aide Publique au Développement (APD) e dans le processus TICAD. Elle a mené cette action en capitalisant le don du bateau de recherche ‘Hannibal’ offert à l’INSTEM, Institut National des Sciences et des Technologies de la Mer, en 1998. Elle a organisé un programme pluriannuel de journées d’échanges de bonnes pratiques, de formation et de recherche avec l’ORI (Ocean Research Institute) de l’Université de Tokyo et 8 autres pays africains ayant reçu en don du Japon des bateaux similaires. Elle l’a menée aussi avec la diaspora scientifique tunisienne, et avec l’establishment scientifique et académique japonais. Elle l’a menée en particulier en organisant avec l’Université de Tsukuba plusieurs événements scientifiques réguliers à partir de l’an 2000 comme TJASSST, Tunisia-Japan Annual Symposium on Society Science and Technology. Elle l’a menée enfin en contribuant à la création en 2004 de ARENA, Alliance for Research and Education in North Africa à l’Université de Tsukuba. Ces efforts ont fini par convaincre le gouvernement japonais qui accorda en 2005, un financement de \$100mio de dollars au parc technologique de Borj Cédria.

En avril 2007, le CSTP (Council for Science and Technology), devenu aujourd’hui le CSTI (Council for Science, Technology and Innovation) présidé par le Premier Ministre, a pris la décision de rendre éligibles les projets scientifiques au financement de l’APD, l’Aide Publique au Développement. Inspiré de l’expérience de Borj Cédria, il a aussi lancé le programme **SATREPS**, qui a ouvert de nouveaux horizons de coopération sur le plan bilatéral entre la Tunisie et le Japon et entre les pays africains et le Japon.

La Tunisie a une capacité reconnue en matière de recherche et se classe aux premières loges des pays africains et arabes dans les publications scientifiques. Cependant, comme beaucoup de pays en Afrique, elle a besoin du savoir-faire et de l’environnement industriel qui lui permettrait de mieux convertir les connaissances et les résultats de la recherche en valeurs économiques. La Tunisie peut à ce titre être le partenaire du processus TICAD pour mobiliser les capacités sous-utilisées d’innovation du Continent et mieux les insérer dans la CGRITS, la Chaîne de la Recherche, l’Innovation, la Technologie et le Savoir. La Tunisie sera aussi le partenaire de TICAD pour apprendre à mieux

convertir les résultats de leurs efforts en valeur pour les intégrer dans la CGVE, la Chaîne Globale de Valeurs Economiques

Tunisie a ainsi de bons atouts et l'expérience pour être un excellent partenaire du Japon pour TICAD en général et pour l'organisation de TICAD 8 en particulier.

Le contexte international sera encore en transition sous l'effet aussi bien de la pandémie COVID-19 encore en cours que des mutations technologiques, géoéconomiques, géopolitiques, etc., partout dans le Monde, et en particulier au sein de la communauté des pays partenaires de la Conférence TICAD. La Tunisie doit tout faire pour contribuer à la réussite par la bonne préparation, la bonne participation, et le bon déroulement de la Conférence.

La Tunisie n'est pas un pays organisateur et ne décide pas des objectifs ou de l'agenda de l'événement. Elle peut cependant, plaider et agir pour faire passer sa vision, ses suggestions et ses propositions de projets comme elle l'a fait dans les conférences TICAD passées. A la différence de ses participations passées, elle peut faire valoir l'avantage d'être le pays d'accueil, des projets à caractère continental mais aussi à caractère bilatéral ayant un impact continental.

Ses suggestions peuvent porter sur le concept, les objectifs et le processus TICAD. Elles peuvent porter sur l'édition TICAD 8. La Tunisie peut enfin proposer à l'adoption ou au partenariat par le Japon ou par d'autres participants de la Conférence, des projets spécifiques bilatéraux ou multilatéraux conformes à la mission et aux objectifs TICAD.

B. Importante opportunité d'adaptation des objectifs et des moyens y afférents

TICAD 8 sera l'occasion de mettre à jour les objectifs, les principes, les instruments et l'agenda des projets. Cette occasion offrira en particulier, l'opportunité d'introduire un objectif de développement soft et culturel pour consolider les objectifs de développement économique, social et sécuritaire.

Il en est de même de l'objectif d'insertion de l'Afrique dans la chaîne globale de valeurs économiques et de la chaîne de recherche, d'innovation, de technologie et de savoir. TICAD 8 sera l'occasion capitaliser l'expérience et le programme pionnier établi en 2004 entre l'Université de Tsukuba et Borj Cédria.

Borj Cédria a accumulé une bonne expérience dans le partenariat et l'organisation d'événements scientifiques et technologiques avec le Japon en partenariat avec l'Université de Tsukuba. Cette expérience, doit être améliorée mise à jour et étendue à l'Afrique. Une association, **JASTA**, Japan Africa Science and Technologie Association peut être créée pour organiser une rencontre périodique, **AFJASSST**, Africa-Japan Symposium on Society Science and Technology.

Borj Cedria pourrait aussi lancer un institut Kaizen pour introduire les concepts et les pratiques Kaizen. Réalisé en partenariat avec l'UTICA, l'UTAP, etc., cet institut améliorera l'échange et la relation de Borj Cédria avec son environnement économique et industriel.

Conclusion

TICAD 8 se tiendra à un moment où les tiraillements de la transition du contexte national et international seront encore en action et à leur degré, probablement intense. Ces tiraillements sont animés par l'action conjointe de la pandémie COVID-19 encore en cours ainsi que par des défis globaux se rapportant notamment au Changement Climatique, aux percées technologiques et aux

mutations géopolitiques. Les divergences de point de vue sont inévitables et les risques de polémique compromettant la cohésion et l'unité de la « Communauté TICAD » sont réels.

Quand TICAD 8 se réunira en 2022, il se sera passé presque trente (30) années depuis la tenue de la première édition en 1993. Les participants souverains et institutionnels de TICAD ont montré tout au long des éditions une régularité de participation, un niveau et une constance remarquables d'intérêt à la question du développement de l'Afrique. Ils forment en réalité une « **Communauté TICAD** » qui mérite d'être reconnue, capitalisée et préservée.

TICAD 8 peut appeler à l'introduction de la **Solidarité**, dont l'impératif a été largement démontré par la pandémie, comme troisième principe directeur complétant les deux autres principes directeurs de **Ownership** et de **Partnership** de TICAD. La Communauté TICAD peut contribuer à la création, la dotation et à la gestion d'un « **Fonds de Solidarité** » pour supporter la mission, les objectifs et l'action de TICAD.

TICAD 8 peut plaider l'introduction d'un objectif de **développement soft et culturel**, comme un objectif de base soutenant les objectifs de développement économique, l'objectif de développement social et l'objectif de sécurité, de paix et de stabilité en Afrique.

Cette dimension culturelle de l'action TICAD est utile à l'implication de la jeunesse et des populations de base de la Communauté TICAD et à la construction de cette communauté, « Community Building ». Elle aidera aussi à la **différenciation** de TICAD des nombreuses initiatives semblables et importantes en faveur de l'Afrique, tout en recherchant les complémentarités et les synergies et en évitant les redondances ou les incohérences entre ces initiatives. D'où l'opportunité d'un mécanisme de **coordination**, comme pour l'APD.

Les **Jeux TICAD**, à l'image des jeux du Commonwealth, contribueront à la promotion et à la réalisation de cet objectif de développement soft culturel.

La **coopération triangulaire** "Made **With** Japan » sont aussi bien un impératif de compétitivité dans la coopération technique de gouvernement à gouvernement G2G. De même en est-il de la **triangulation** commerciale, économique et technologique avec le secteur privé pour les espaces économiques autour de l'Afrique.

TICAD 6 au Kenya et TICAD 7 au Japon ont invité et introduit le secteur privé dans le processus TICAD. TICAD 8 pourra être le Sommet de l'introduction du **partenariat dans l'innovation**, la science et la technologie. Il sera l'occasion de capitaliser le programme SATREPS et d'introduire formellement la recherche, la science, la technologie et l'innovation dans le processus TICAD.

Les infrastructures pour une « **Seamless Africa** » de Transport et de Logistique, de Technologies de l'information et de Communication, de la Santé, l'Education, de l'Energie, de l'Eau, des Matériaux, de l'Agriculture, sont de secteurs prioritaires dans le développement en Afrique. Ce sont aussi les secteurs d'opportunités industrielles de production et de service majeures pour le marché africain.

Ce sont aussi des opportunités de triangulation pour les marchés régionaux à l'Est en Asie, liée à l'Afrique par l'Indopacifique, au Nord au Moyen Orient et en Europe liés à l'Afrique par la Méditerranée, et en Amérique liée à l'Afrique par l'Atlantique.

La Tunisie, pays d'accueil de TICAD 8, a une capacité réelle de contribution à la bonne organisation de TICAD 8 et d'entrer en coopération triangulaire avec le Japon. Elle peut aussi faire valoir l'expérience et la présence des bureaux d'études et des entreprises Tunisiennes en Afrique, STUDI, STEG International, Afrique Travaux, etc., pour une triangulation industrielle stratégique avec les

entreprises japonaises pour la réalisation compétitive des objectifs de TICAD 8 et l'accomplissement de la mission de TICAD.

En particulier, l'expérience TJASSST et ARENA avec l'Université de Tsukuba et Borj Cédria, depuis plus de vingt (20) ans, et son leadership en Afrique dans le domaine scientifique en Afrique, permettront à la Tunisie de contribuer à l'objectif stratégique de faire de TICAD 8, le sommet de l'introduction du partenariat dans l'innovation.

Les organisateurs, avec La Tunisie en tant que pays d'accueil, doivent trouver la vision, le ton et le discours qui maintiennent et renforcent la cohésion et l'unité de la « Communauté TICAD ». Cette unité est essentielle au concept même de TICAD et à son efficacité. Elle est dans le propre intérêt de tous, aussi bien du Japon et du PNUD, des autres fondateurs organisateurs, des pays africains, que des pays donateurs de l'aide et promoteurs du développement de l'Afrique.

TICAD 8 peut aider à garder à l'esprit l'intention et la mission fondamentale de l'appel initial TICAD en 1993 à la promotion d'un « **Partenariat Global pour le Développement de l'Afrique** ». L'unité et la neutralité sont essentielles à la mission et à l'utilité de TICAD. Les organisateurs peuvent citer en exemple les pays du RCEP qui ont pu surmonter leurs nombreux et redoutables différents pour signer le 15 novembre 2020 un accord compréhensif de partenariat économique. TICAD 8 peut rappeler enfin que l'effort TICAD en 2022, en ce début de 21^{ème} siècle, constitue une contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durables de l'Agenda 2030 des Nations Unies et des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

TICAD pourrait à l'occasion de sa huitième édition prendre le leadership pour l'Afrique, comme il l'a fait il y a 30 ans, de plaider l'instauration généralisée d'un nouveau paradigme dans les relations internationales de développement mutuellement garanti, et à remplacer la doctrine de l'ancien MAD, « Mutuellement Assured Destruction » de l'équilibre de terreur de la guerre froide du siècle passé, par la doctrine d'un nouveau MAD, « Mutually Assured Development » pour le siècle nouveau.

Restitution réalisée par Salah Hannachi le 25 mai 2021

[Annexe sur les caractéristiques de TICAD à télécharger](#)

Mots clés : TICAD 8, Conférence internationale Tunisie 2022, débat sur TICAD ; coopération tuniso-japonaise